

Cote du document: EB 2013/109/R.22
Point de l'ordre du jour: 8 b) iii)
Date: 20 août 2013
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République socialiste du Viet Nam pour le

Projet de développement rural durable au profit des populations pauvres des provinces de Ha Tinh et Quang Binh

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Henning Pedersen

Chargé de programme de pays
téléphone: +84 4 3726 5104
courriel: h.pedersen@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent neuvième session
Rome, 17-19 septembre 2013

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation d'approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	6
IV. Coût, financement et avantages du projet	6
A. Coût du projet	6
B. Financement du projet	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	8
D. Durabilité	8
E. Identification et atténuation des risques	9
V. Considérations d'ordre institutionnel	9
A. Respect des politiques du FIDA	9
B. Alignement et harmonisation	9
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	9
D. Participation à l'élaboration des politiques	10
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	10
VII. Recommandation	10
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	11
Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
CPP	Comité populaire provincial
GEC	Groupe d'épargne et de crédit
MoSEDP	Processus de planification du développement socioéconomique axé sur le marché
PSC	Comité de pilotage du projet
PTBA	Plan de travail et budget annuel
S&E	Suivi-évaluation
SRDP	Projet de développement rural durable au profit des populations pauvres des provinces de Ha Tinh et Quang Binh
TRE	Taux de rentabilité économique
UCP	Unité de coordination du projet
VCFU	Unité de facilitation des filières

Carte de la zone du projet

Socialist Republic of Viet Nam

Sustainable Rural Development for the Poor Project in Ha Tinh and Quang Binh Provinces (SRDP)

President's report



Source: FIDA; 02/07/2013

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés

République socialiste du Viet Nam

Projet de développement rural durable au profit des populations pauvres des provinces de Ha Tinh et Quang Binh (SRDP)

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République socialiste du Viet Nam
Organismes d'exécution:	Comités populaires des provinces de Ha Tinh et Quang Binh
Coût total du projet:	46,2 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	14,9 millions de DTS (équivalant approximativement à 22,5 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	330 000 DTS (équivalant approximativement à 0,5 million d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Cofinanceur:	Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (Fonds fiduciaire espagnol)
Montant du cofinancement:	Fonds fiduciaire espagnol: 7,9 millions d'euros (équivalant à 10,0 millions d'USD)
Conditions du cofinancement:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:	6,2 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	7,01 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République socialiste du Viet Nam pour le Projet de développement rural durable au profit des populations pauvres des provinces de Ha Tinh et Quang Binh, telle qu'elle figure au paragraphe 44.

Proposition de prêt et don à la République socialiste du Viet Nam pour le Projet de développement rural durable au profit des populations pauvres des provinces de Ha Tinh et Quang Binh (SRDP)

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Depuis 1986, date à laquelle le gouvernement vietnamien a décidé d'introduire un vaste ensemble de réformes désigné sous le nom de *Đổi Mới* (rénovation), le pays a enregistré une forte croissance économique. De 2001 à 2012, le taux de croissance moyen du PIB a été de 6,3%, avec pour effet une rapide réduction de la pauvreté. À l'heure actuelle, le taux de pauvreté est d'environ 21%. Grâce à cette croissance, près de 30 millions de personnes ont pu sortir de la pauvreté depuis les années 1990. On a observé, parallèlement à ces réalisations, des évolutions structurelles de l'économie, caractérisées par une augmentation de la part de l'industrie et de la construction dans le PIB et par une réduction de la part de l'agriculture, qui est passée de plus de 40% en 1990 à environ 20% en 2011. Le pourcentage de la main-d'œuvre employée dans l'agriculture est également tombé de plus de 80% au cours des années 1990 à moins de 50% en 2012.
2. Au cours des dernières années, les secteurs agricole et rural ont connu une croissance d'environ 4,5% due à la libéralisation et à la participation du secteur privé. Toutefois, le développement de l'économie rurale est encore comparativement lent et manque, dans de nombreux domaines, de durabilité. Par ailleurs, la production agricole rencontre de plus en plus de problèmes de liaison avec les marchés.
3. Dans les zones rurales, la pauvreté demeure sévère et chronique. Elle est concentrée dans les hautes terres des zones montagneuses du nord-est et du nord-ouest, dans certaines parties des hauts plateaux du centre, et dans la région côtière centrale. Le développement économique a amélioré les niveaux de vie dans les zones rurales, mais il a induit des inégalités de revenus et une dégradation de l'environnement. L'urbanisation et l'industrialisation privent souvent les populations rurales pauvres d'un accès à la terre et laissent derrière elles les travailleurs non qualifiés et les jeunes sans emploi, créant ainsi des problèmes sociaux.
4. Le revenu moyen par habitant, dans les zones rurales, est inférieur à la moitié de celui des zones urbaines, et le taux de pauvreté rurale est presque trois fois plus élevé que le taux urbain. De nombreux ménages ruraux ne sont pas considérés comme pauvres, mais leur niveau de revenu se maintient juste au-dessus du seuil de pauvreté (les "presque pauvres"). Avec une épargne limitée ou nulle, sans appui de l'État, et dépendant presque exclusivement de la cueillette de ressources naturelles et d'une production agricole de subsistance, ces populations sont vulnérables aux imprévus de la vie et aux chocs. Chacune des personnes habitant dans les zones rurales consacre environ 90% de ses dépenses aux frais de subsistance de base, et tire l'essentiel de son revenu de la production agricole,

d'activités forestières et de l'aquaculture, et de salaires obtenus grâce à du travail manuel non qualifié.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

5. Le Projet de développement rural durable au profit des populations pauvres des provinces de Ha Tinh et Quang Binh (SRDP) est conçu pour des interventions dans un contexte national où des progrès considérables ont été réalisés au cours des dernières années en matière de réduction de la pauvreté rurale, mais où de très nombreux ruraux demeurent pauvres ou presque pauvres. Ces personnes, dont beaucoup appartiennent à des minorités ethniques vivant dans des zones éloignées caractérisées par des conditions géographiques difficiles, demeurent vulnérables aux chocs externes comme les événements climatiques catastrophiques et les effets des changements dans la performance économique. Des succès sensibles ont été obtenus dans la réalisation des objectifs du Programme d'amélioration de la participation des pauvres aux marchés (IMPP) dans les provinces de Ha Tinh et Tra Vinh et du Programme décentralisé de réduction de la pauvreté rurale (DPPR) récemment achevé dans les provinces de Ha Giang et Quang Binh. Pour les deux programmes, un fort impact positif a été obtenu grâce aux investissements du projet au niveau des communes et des villages, augmentant la participation des bénéficiaires et renforçant l'appropriation par les autorités locales. Les projets ont aussi introduit le concept de réduction de la pauvreté axée sur le marché. Ces succès ont toutefois été surtout limités aux basses terres et aux zones côtières, et n'ont produit qu'un faible impact sur les régions des hautes terres.
6. Les activités du SDRP sont spécifiquement conçues pour consolider et reproduire à plus grande échelle les innovations réussies par le biais d'une approche plus rigoureuse, mieux dotée en ressources, et axée sur le développement du marché et des filières. Toutes les interventions auront un effet neutre ou positif sur la capacité des communautés de s'adapter aux événements résultant du changement climatique. Il est prévu que ces interventions soient ensuite étendues à toutes les communes et tous les districts de la province, et institutionnalisées par les agences d'exécution sous tutelle provinciales. Ces deux provinces sont contiguës, leurs problèmes et leurs conditions sont semblables, et il sera donc plus facile et plus rentable de reproduire les interventions d'une province à l'autre.
7. Le projet soutiendra les politiques gouvernementales actuelles dans le domaine du développement rural, comme le Programme national pour un nouveau développement rural, et on prévoit que l'expérience d'exécution au titre du SRDP fournira un éclairage utile à la politique élaborée au niveau central dans des domaines comme ceux de la finance rurale et de la gestion décentralisée des initiatives de développement.
8. Les grands objectifs du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) en cours pour la période 2012-2017 offriront une base solide aux investissements dans les activités axées sur le marché. Les objectifs sont les suivants: i) permettre aux provinces rurales pauvres de réaliser un développement rural impulsé par le marché et favorable aux pauvres; ii) améliorer l'accès de la population rurale pauvre, et en particulier des femmes, aux marchés des produits et du travail; iii) renforcer la capacité d'adaptation au changement climatique des ménages ruraux pauvres. L'approche concernant la reproduction à plus grande échelle dans la région centre-nord est spécifiquement mentionnée dans le COSOP.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

9. Le projet SRDP sera exécuté dans les deux provinces de Ha Tinh et Quang Binh. La population de Quang Binh est de 853 004 habitants, tandis que la population de Ha Tinh est de 1 229 197 habitants. Comme on l'a indiqué plus haut, le projet

se focalisera sur les hautes terres, pour diverses raisons: i) leur pauvreté relative; ii) leurs nombreuses populations appartenant aux minorités ethniques; iii) la fréquence de la dégradation et des événements climatiques extrêmes; et iv) le fait que les communautés des hautes terres ne manifestent pas de vocation commerciale, alors qu'il existe un potentiel de développement des entreprises agricoles axé sur le marché. Dans la province de Quang Binh, la zone d'intervention comprend 20 600 ménages pauvres, parmi lesquels 4 300 appartenant à des minorités ethniques et 9 200 presque pauvres. Dans la province de Ha Tinh, les communes couvertes par le projet comprennent 19 100 ménages pauvres et 21 500 ménages presque pauvres.

10. Le projet cible les groupes suivants: ménages ruraux pauvres disposant de ressources en terre et en main-d'œuvre; ruraux pauvres non qualifiés et sans emploi; personnes sans terre; minorités ethniques ne disposant ni de revenus, ni de compétences; et petits et moyens négociants ruraux et entrepreneurs participant aux filières.

B. Objectif de développement du projet

11. Le projet a pour but d'améliorer de manière durable les revenus des ménages ruraux pauvres des zones de hautes terres ciblées dans les provinces de Ha Tinh et de Quang Binh, et de réduire leur vulnérabilité. L'objectif de développement du projet est d'investir dans des modèles de développement rural intelligents face au climat, équitables sur le plan social et rentables, capables de promouvoir des filières commerciales et des chaînes de valeur favorables aux pauvres et des entreprises rurales plus compétitives.

C. Composantes/résultats

12. Le projet comporte quatre composantes:
- a) **Planification du développement impulsé par le marché.** Cette composante appuiera l'adoption d'une approche de la planification du développement socioéconomique à la fois holistique, participative, intelligente face au climat et axée sur le marché. La composante s'appuiera sur le processus de planification du développement socioéconomique axé sur le marché (MoSEDP) introduit dans de nombreuses communes dans la zone d'intervention du projet. Elle financera la consolidation du processus MoSEDP en vue de mobiliser les investissements du secteur privé au niveau des communes et de renforcer les capacités des paysans, des entrepreneurs du secteur agroalimentaire et des fonctionnaires publics, en vue de créer des modèles de développement viables sur le plan écologique, équitables sur le plan social et rentables.
 - b) **Services financiers en milieu rural.** Cette composante apportera un appui à un financement plus inclusif d'investissements dans les secteurs agricole et agroalimentaire axés sur le marché et intelligents face au climat, et mobilisera le financement d'investissements productifs dans des activités sur les exploitations ou hors-exploitations, à partir des lignes de crédit existantes. Elle financera la création de groupes d'épargne et de crédit (GEC) féminins dans les nouvelles communes couvertes par le projet. Dans les deux provinces, elle aidera aussi à la transformation des réseaux existants de GEC féminins en institutions de microfinancement (IMF) indépendantes capables de financer des exploitants privés, des négociants et des filières commerciales.
 - c) **Investissements consacrés au marché et aux filières.** Cette composante contribuera à rendre opérationnelles les chaînes de valeur et les filières commerciales favorables aux pauvres, viables sur le plan écologique, équitables et rentables. On suivra, dans le cadre de cette composante, un processus participatif pour l'allocation aux ménages pauvres de la province de

Quang Binh de terres forestières qui leur donneront davantage de possibilités de participer au développement des marchés et des chaînes de valeur, et d'obtenir des titres fonciers. En outre, la composante financera la création d'un fonds communautaire destiné à cofinancer des investissements dans les domaines de la production agricole intelligente face au climat, des infrastructures publiques et des partenariats public-privé (PPP).

- d) **Gestion du projet.** Les modalités de gestion du projet sont exposées, dans leurs grandes lignes, à la section II de l'annexe 1 à l'accord de financement négocié.

III. Exécution du projet

A. Approche

13. Les résultats du DPPR et de l'IMPP ont démontré l'intérêt de l'approche participative et de la décentralisation au niveau de la commune et du village. Ils ont aussi prouvé qu'une approche favorable aux pauvres, axée sur le marché et reposant sur des partenariats public-privé, était faisable pour l'exécution du projet, et qu'elle devrait être élargie. En particulier, le processus MoSEDP devrait être adopté pour la planification du développement des communes et des villages. Cette approche sera renforcée et encore affinée au cours de l'exécution du projet.

B. Cadre organisationnel

14. Les Comités populaires des provinces de Ha Tinh et Quang Binh seront les agents principaux du projet. Ils mettront en place des comités de pilotage du projet (PSC) chargés de gérer l'exécution d'ensemble du projet et de veiller à une intégration et une coopération efficaces entre tous les projets financés par le gouvernement et les donateurs. Pour la gestion au jour le jour, une unité de coordination du projet (UCP) sera constituée dans chaque province afin d'aider le PSC à coordonner les agences provinciales et à gérer concrètement les ressources du gouvernement et du FIDA.
15. Le projet facilitera la mise en place de comités provinciaux de plaidoyer en faveur des entreprises agroalimentaires composé de représentants des organisations paysannes, du secteur des entreprises agroalimentaires privées et des institutions financières, et des administrateurs des comités populaires provinciaux (CPP) concernés. Ces comités auront pour but d'appuyer, en les accompagnant, les acteurs participant aux filières soutenues par les UCP et les agences d'exécution. Toutes les activités en rapport avec les investissements publics dans le développement des filières seront gérées par les UCP, sur la base du programme de travail et budget annuel (PTBA) approuvé par le comité de pilotage du projet et sous réserve d'un avis de non-objection du Fonds.
16. Le projet créera, au sein de chaque UCP, des unités de facilitation des filières (VCFU). Ces VCFU bénéficieront d'une assistance nationale et internationale et, en coopération avec les agences d'exécution, entreprendront des études avec des entités industrielles, les consulteront et participeront avec elles au recensement et à l'évaluation d'interventions potentiellement durables en rapport avec les marchés et les filières, et adaptées aux conditions naturelles existantes dans la zone d'intervention du projet.
17. La création des nouveaux GEC s'effectuera dans les deux provinces, sur la base des expériences de projets antérieurs du FIDA. Les nouveaux GEC pourront être créés par l'intermédiaire des unions de femmes aussi bien au niveau communal qu'au niveau provincial, sur décision commune du FIDA et des CPP respectifs.
18. À l'échelon national, c'est au Ministère du Plan que seront confiés les fonds provenant du don du FIDA pour financer de manière sélective une assistance technique, des études et des activités de renforcement des capacités à l'intention

des agences gouvernementales chargées de la coordination de l'aide et participant aux projets et programmes appuyés par le FIDA.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

19. **Planification.** Au plan communautaire, la planification des investissements sera directement entreprise au niveau des populations locales par le biais du processus MoSEDP, qui lancera la préparation des plans d'investissement pour le secteur public. Avec l'appui de la VCFU et des agences d'exécution provinciales/de district, les propositions d'appui aux investissements formulées par les investisseurs privés au titre du projet seront acheminées par l'intermédiaire des communes, et des estimations seront préparées à propos de l'activité du secteur privé financée par le projet. Les UCP seront chargées de l'établissement des plans ne découlant pas directement du processus MoSEDP. Il s'agira notamment d'apporter aux agences d'exécution une formation spécialisée et une assistance technique. Les UCP élaboreront les PTBA consolidés en vue de leur soumission au CPP.
20. **Suivi-évaluation.** Le système de suivi-évaluation (S&E) du projet sera conçu de manière à suivre et vérifier les niveaux de réalisation des produits du projet et des résultats associés, ainsi que de la progression vers le but du projet et vers son objectif de développement. Il existe, entre ces différents niveaux, une relation causale explicitée dans le cadre logique du projet. Au sein de l'UCP, il appartiendra à la section chargée de la gestion stratégique de mettre en place et de gérer le système d'information de gestion (SIG), de créer et d'assurer les fonctions de S&E, d'information et de gestion des savoirs. L'évaluation du projet comportera des évaluations d'impact et thématiques, et sera aussi conduite par la section chargée de la gestion stratégique.
21. **Apprentissage et gestion des savoirs.** Le système de gestion des données veillera à ce que les comptes rendus soient complets et que les informations, rapports et données soient disponibles dans des formats aisément accessibles. Le service de gestion stratégique préparera des documents sur les enseignements tirés, les meilleures pratiques et les exemples de réussite en reprenant toutes les informations pertinentes provenant de rapports d'activité, de réunions, d'interviews et de rapports de S&E. Aux fins de diffusion, la section chargée de la gestion stratégique élaborera du matériel de communication résumant les réussites exemplaires, lequel sera ensuite distribué par l'intermédiaire de réseaux comme le portail IFADAsia, et à l'occasion d'ateliers de concertation sur les politiques.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

22. **Gestion financière.** Les UCP provinciales devront rendre compte au Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam de l'utilisation correcte des fonds qui leur sont attribués, conformément aux Conditions générales du FIDA, aux accords juridiques respectifs et aux accords contractuels concernant les prestataires de services. Elles fourniront des états financiers détaillés à propos des opérations, ressources et dépenses relatives au projet pour chaque exercice budgétaire; ces états seront préparés conformément aux normes et procédures acceptables pour le FIDA. L'évaluation de la gestion financière, réalisée par le FIDA, a jugé moyen le risque fiduciaire; les provinces couvertes par le projet ont toutefois une très vaste expérience de la gestion des projets financés par des sources extérieures, y compris ceux financés par le FIDA, avec généralement de bons cadres de résultats et de responsabilité. Le personnel, formé et compétent, qui a assuré la gestion financière des projets antérieurs appuyés par le Fonds assumera également la responsabilité du SRDP, ce qui minimisera le risque d'utilisation induite des fonds.
23. **Budgétisation.** Comme on l'a noté précédemment, les UCP seront aussi chargées d'élaborer les PTBA consolidés, avec notamment le plan de passation des marchés pour chaque province. Les fonds de contrepartie seront intégrés au budget annuel et débloqués par tranches annuelles. L'expérience antérieure montre que les

contributions du gouvernement sont fournies conformément aux plans et en temps opportun.

24. **Flux de fonds.** Le projet utilisera cinq comptes désignés ouverts auprès de banques commerciales acceptables pour le FIDA, pour y déposer les fonds provenant du FIDA. Deux comptes désignés seront ouverts dans chaque province, le premier pour les fonds provenant du prêt du FIDA (libellé en dollars des États-Unis) et le second pour les fonds provenant du prêt du Fonds fiduciaire espagnol (libellé en euros). Un compte désigné distinct sera ouvert pour le don du FIDA (libellé en dollars des États-Unis). Les montants en devises seront convertis en fonction des besoins en monnaie locale pour couvrir le paiement des dépenses admissibles en monnaie locale aux fournisseurs et contractants. Les comptes désignés seront administrés suivant les modalités du compte d'avances temporaires. Les fonds du gouvernement seront déposés sur un compte distinct.
25. **Passation des marchés.** La passation des marchés concernant les biens, travaux et services de consultants financée par le FIDA dans le cadre du SRDP se fera conformément aux Directives du FIDA en la matière. Les réglementations nationales concernant la passation des marchés seront appliquées dans la mesure où elles sont compatibles avec les directives du FIDA.
26. **Contrôle interne et audit externe.** Des systèmes de contrôle interne seront mis en place au niveau de l'UCP. Les décaissements au titre des trois guichets de don appuyés par le fonds communautaire dépendront de la soumission de manuels acceptables pour le Fonds. Les auditeurs seront recrutés sur la base d'un processus de sélection transparent et concurrentiel. Le mandat relatif à la mission d'audit du projet fera l'objet d'un accord, et devra recevoir un avis de non-objection du FIDA. Les états financiers consolidés du projet feront l'objet d'un rapport annuel, et les rapports d'audit seront présentés au FIDA dans les six mois suivant la clôture de l'exercice financier pertinent. L'exercice d'audit comprendra l'audit d'une sélection aléatoire d'au moins 15% des dons du fonds communautaire octroyés pour les investissements concernant l'agriculture intelligente face au climat, l'infrastructure publique ou les partenariats public-privé. La sélection des auditeurs et le processus d'audit proprement dit devront être conformes aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets et aux Normes internationales en matière de vérification des comptes.
27. **Gouvernance.** Le CPP, les comités populaires de district (CPD) et les comités populaires de commune (CPC) assumeront la responsabilité d'ensemble de la gestion du projet et de la gouvernance de tous les départements et agences à leurs échelons respectifs. Ce dispositif offre un mécanisme intégré de poids, de contrepoids et de supervision. Le mode éprouvé d'exécution décentralisée du projet fait que les ressources sont, pour l'essentiel, contrôlées par les communes par le biais de modalités participatives de planification et d'exécution qui contribuent aussi à la responsabilité et minimisent le risque de déperdition. Le bureau de pays du FIDA au Viet Nam dispose d'une solide capacité de gestion financière et assure, le cas échéant, une supervision périodique.

E. Supervision

28. Le projet sera directement supervisé par le FIDA, conformément aux accords en cours au Viet Nam. Le bureau de pays du FIDA assurera la gestion du processus de supervision et effectuera, le cas échéant, des missions de suivi.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

29. Les coûts totaux du projet, y compris les provisions pour aléas d'exécution et pour aléas financiers, détaillés dans le tableau 1, sont estimés à 46,2 millions d'USD. Les coûts d'investissement constituent approximativement 87% des coûts totaux du

projet, tandis que les provisions pour aléas d'exécution et pour aléas financiers représentent environ 2%.

Tableau 1
Résumé des coûts du projet
(en dollars des États-Unis)

	<i>Monnaie locale</i>	<i>Devises</i>	<i>Total</i>	<i>% Devises</i>	<i>% Total des coûts de base</i>
I. Coûts d'investissement					
A. Travaux de génie civil					
Travaux de génie civil	10 112,0	2 528,0	12 640,0	20	28
Conception et supervision	2 462,0	-	2 462,0	-	5
Sous-total travaux de génie civil	12 574,0	2 528,0	15 102,0	17	33
B. Équipement et biens	653,2	237,1	890,4	27	2
C. Véhicules	210,0	90,0	300,0	30	1
D. Assistance technique					
Assistance technique internationale	-	416,0	416,0	100	1
Assistance technique nationale	2 249,0	-	2 249,0	-	5
Sous-total assistance technique	2 249,0	416,0	2 665,0	16	6
E. Formation	5 577,0	256,0	5 833,0	4	13
F. Financement GEC féminin	3 092,0	-	3 092,0	-	7
G. Dons*	11 560,0	-	11 560,0	-	26
Total coûts d'investissement	35 915,2	3 527,1	39 442,3	9	87
II. Coûts récurrent					
A. Salaires	3 627,0	-	3 627,0	-	8
B. Fonctionnement et entretien	552,0	138,0	690,0	20	2
C. Autres coûts de fonctionnement	1 503,3	66,7	1 570,0	4	3
Total dépenses récurrentes	5 682,3	204,7	5 887,0	3	13
	41 597,5	3 731,8	45 329,3	8	100
Provision pour aléas d'exécution	135,4	22,1	157,5	14	-
Provision pour aléas financiers	642,5	49,5	692,0	7	2
	42 375,5	3 803,3	46 178,8	8	102

* Dépenses admissibles au titre de la composante 3, investissements consacrés au marché et aux filières. Le fonds communautaire appuiera: i) un programme de dons de contrepartie pour l'agriculture intelligente face au climat; ii) des dons pour des investissements consacrés à des infrastructures publiques, afin de financer des éléments considérés comme des biens publics et jugés essentiels pour le développement du marché et des filières au niveau des communes/districts; et iii) des dons pour des investissements consacrés à des infrastructures pour les partenariats public-privé afin de financer des infrastructures exploitées et utilisées par le secteur privé en vue de faciliter le développement du marché et des filières.

B. Financement du projet

30. Le projet sera financé par le FIDA, le Fonds fiduciaire espagnol, le Gouvernement vietnamien et la contribution du bénéficiaire, cette dernière étant à la fois en espèces et en nature (tableau 2). Un prêt du FIDA d'un montant approximatif de 22,5 millions d'USD (environ 49% du coût total du projet) et un don du FIDA d'environ 0,5 million d'USD (1%) seront gérés par le Ministère du plan et de l'investissement. Un prêt du Fonds fiduciaire espagnol d'environ 10 millions d'USD (7,9 millions d'EUR) financera 22% du total des coûts du projet. La contribution du gouvernement est estimée à 6,2 millions d'USD (13%) et inclut le financement budgétaire des salaires et de toutes les taxes. Environ 7 millions d'USD, soit 15% du total des coûts du projet seront apportés par les bénéficiaires.

Tableau 2
Plan de financement par composante et financeurs
(en milliers de dollars des États-Unis)

	Prêt du FIDA		Cofinancier		Taxes du Gouvernement				Don du FIDA		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
	A. Planification du développement impulsé par le marché													
1. Planification socio-économique axée sur le marché	1 211,2	62,8	709,2	36,8	7,9	0,4	-	-	-	-	-	-	1 928,3	4,2
2. Renforcement des capacités pour le développement du marché	4 082,8	94,7	103,0	2,4	-	-	-	-	-	-	125,0	2,9	4 310,8	9,3
Sous-total Planification du développement	5 293,9	84,9	812,2	13,0	7,9	0,1	-	-	-	-	125,0	2,0	6 239,1	13,5
B. Services financiers en milieu rural	4 077,7	93,5	238,5	5,5	43,2	1,0	-	-	-	-	-	-	4 359,4	9,4
C. Mobilisation d'investissements consacrés au marché et aux filières														
1. Allocation participative de terres forestières	-	-	475,4	60,0	0,0	-	316,9	40,0	-	-	-	-	792,4	1,7
2. Fonds communautaire	12 265,0	46,3	5 980,0	22,6	1 323,2	5,0	-	-	-	-	6 893,8	26,1	26 462,0	57,3
Sous-total Mobilisation d'investissement	12 265,0	45,0	6 455,4	23,7	1 323,2	4,9	316,9	1,2	-	-	6 893,8	25,3	27 254,4	59,0
D. Gestion du programme	863,6	10,4	2 494,4	30,0	449,1	5,4	4 018,7	48,3	500,0	6,0	-	-	8 325,9	18,0
COÛTS TOTAUX DU PROJET	22 500,3	48,7	10 000,6	21,7	1 823,4	3,9	4 335,7	9,4	500,0	1,1	7 018,8	15,2	46 178,8	100,0

C. Résumé des avantages et analyse économique

31. Le projet devrait apporter des avantages supplémentaires nets aux agriculteurs et aux entrepreneurs ruraux des provinces concernées par le projet. Ces avantages découleront de ce qui suit: i) accroissement des rendements agricoles et forestiers et de la productivité du bétail grâce à l'amélioration de la qualité et de la fourniture des intrants, à l'augmentation de l'irrigation et des technologies agricoles intelligentes face au climat; ii) proportion accrue de produits agricoles commercialisés; iii) réduction des pertes de produit au cours des phases de production, de transformation et de transport, grâce à des techniques innovantes et une infrastructure rurale améliorée; iv) meilleure qualité des produits, qui obtiennent ainsi des prix plus élevés; v) meilleur accès au crédit à plus long terme et aux dons de contrepartie, et débouchés garantis sur les marchés; vi) emploi accru, pour la main-d'œuvre salariée ou familiale, dans le cadre d'activités sur l'exploitation et hors exploitation; et vii) accroissement des recettes fiscales.
32. L'analyse financière de quatre modèles de production, de huit modèles de petites exploitations agricoles/entreprises et de deux modèles d'infrastructure servant d'éléments constitutifs pour quatre modèles de filières montre que les taux de rentabilité sont robustes et satisfaisants.
33. **Analyse économique.** Selon les analyses économiques, le taux de rentabilité économique (TRE) est égal à 17% et la valeur actuelle nette à 12,4 millions d'USD calculée sur 20 ans, les avantages obtenus reposant sur des réalisations quantifiables, directement liées aux activités exécutées dans le cadre des composantes. L'analyse de sensibilité fait apparaître une rentabilité solide. Les valeurs critiques montrent que le programme serait économiquement viable même si les avantages diminuaient de 23% et si les coûts d'investissement augmentaient de 38%. Un retard d'un an dans l'obtention des avantages du projet réduit le TRE à 15%. Si le retard est de deux ans, le TRE tombe à environ 13%.

D. Durabilité

34. Le projet met l'accent sur le renforcement de l'activité du secteur privé et de la compétitivité dans des sous-secteurs spécifiques ciblés en vue d'investissements. C'est la rentabilité continue de ces investissements qui a l'incidence la plus importante sur leur durabilité et, par extension, sur l'obtention des avantages attendus. L'approche adoptée offre des bases solides qui permettent d'avancer que la plupart des investissements seront durables. Les principaux instruments utilisés

par le projet pour améliorer les perspectives de durabilité des entreprises privées seront les suivants: i) capacité accrue des fonctionnaires, des agriculteurs et des entrepreneurs ruraux privés d'analyser les choix d'investissement et d'en définir les priorités; ii) examen minutieux des propositions commerciales par le SRDP et les institutions financières coopérantes; iii) engagement d'une part substantielle des investissements à partir des ressources financières propres du client; iv) investissement public complémentaire en matière d'infrastructure conçu pour améliorer les conditions commerciales et réduire les coûts; et v) approche focalisée de l'investissement dans les communes rendue possible par le processus MoSEDP avec la participation du secteur privé.

E. Identification et atténuation des risques

35. Au niveau de l'objectif de développement, les risques principaux sont la stagnation et le déclin macroéconomiques, et l'inversion des politiques économiques libérales axées sur le marché. À court terme, cela apparaît comme peu probable et les perspectives d'une modeste croissance économique demeurent solides. Au niveau des résultats, le principal risque est celui d'un accaparement par les élites des avantages destinés aux habitants pauvres de la zone d'intervention du projet. Bien que ce risque ne soit pas négligeable, un certain nombre de mécanismes intégrés à la conception du projet atténuent cette préoccupation spécifique: utilisation d'unités de chaînes de valeur spécialement formées pour apporter une aide au niveau des communes; examen critique très attentif de tous les investissements publics générés par le biais du MoSEDP; et utilisation rigoureuse de l'examen critique et de l'approbation des propositions d'investissements privés pour s'assurer de l'existence de solides liaisons en amont avec le groupe cible principal.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

36. Le projet respecte les politiques pertinentes du FIDA en matière de ciblage, d'égalité entre les sexes, de finance rurale, et de participation du secteur privé. Pour ce qui concerne le ciblage, le projet vise rigoureusement à aider les groupes les plus vulnérables dans les hautes terres, et notamment les minorités ethniques. Des objectifs spécifiques ont également été établis en ce qui concerne la participation des femmes aux activités du projet.

B. Alignement et harmonisation

37. Le concept du SRDP a été approuvé par le gouvernement dans le cadre du COSOP 2012, et chacune des étapes du cycle de conception a également été approuvée par le gouvernement. Le SRDP est étroitement aligné sur les axes essentiels du Programme national pour un nouveau développement rural élaboré par le gouvernement, du point de vue de l'orientation générale et des modalités d'exécution.
38. Harmonisé avec les initiatives en cours d'autres donateurs comme l'Agence française de développement et la Banque mondiale, le projet les complète dans les domaines de l'assistance technique pour la microfinance au niveau national et de l'accès aux lignes de crédit existantes pour les industries agroalimentaires.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

39. La mise en place d'un cadre institutionnel durable pour la microfinance constitue une innovation significative, au niveau des provinces comme au niveau national, et présente un très fort potentiel de reproduction à plus grande échelle dans d'autres provinces. En outre, sur la base de l'expérience réussie dans la province de Ha Tinh, le processus MoSEDP est actuellement en phase initiale d'extension au niveau national.

D. Participation à l'élaboration des politiques

40. Le FIDA, avec d'autres donateurs parmi lesquels la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Agence japonaise de coopération internationale, participe déjà, avec le gouvernement, à une intense concertation sur les politiques concernant l'élaboration des cadres pour les PPP et la reproduction à plus grande échelle de l'instrument du MoSEDP. Le FIDA participe également à une concertation avec la Banque nationale à propos du développement de la microfinance. Les documents issus de l'expérience du SRDP fourniront une importante contribution à ces entretiens.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

41. Un accord de financement entre la République socialiste du Viet Nam et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
42. La République socialiste du Viet Nam est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
43. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

VII. Recommandation

44. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République socialiste du Viet Nam un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à quatorze millions neuf cent mille droits de tirage spéciaux (14 900 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République socialiste du Viet Nam un don d'un montant équivalant à trois cent trente mille droits de tirage spéciaux (330 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, agissant par l'entremise du FIDA en sa qualité d'administrateur, accordera à la République socialiste du Viet Nam un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à sept millions neuf cent mille euros (7 900 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement:

"Sustainable Rural Development for the Poor Project in Ha Tinh and Quang Binh Provinces"(SRDP)

(Negotiations concluded on 2 August 2013)

IFAD Loan Number: _____

IFAD Grant Number: _____

Trust Loan Number: _____

Project Title: Sustainable Rural Development for the Poor Project in Ha Tinh and Quang Binh Provinces (the "Project")

The Socialist Republic of Viet Nam (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

and

The Spanish Food Security Cofinancing Facility Trust Fund (the "Trust")

(each a "Party" and all of the collectively the "Parties")

WHEREAS the Executive Board of IFAD at its 100th session approved the establishment of the Trust and further approved that the Trust, acting through IFAD in its capacity as the Trustee, enter into a Borrowing Agreement with the Kingdom of Spain; and

WHEREAS the Kingdom of Spain and IFAD, in its capacity as Trustee of the Trust, have signed the Borrowing Agreement on 28 December 2010;

WHEREAS IFAD has agreed to extend financing to the Borrower/Recipient for the purpose of financing the Project, on the terms and conditions set forth in this Agreement;

WHEREAS, on the basis of the above and other considerations, the Trust has agreed to extend a Trust Loan to the Borrower/Recipient for the purpose of increasing the financing in respect of the above referenced Project, on the terms and conditions set forth in this Agreement;

NOW THEREFORE, the Parties hereto hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as amended by the Executive Board at its 108th session (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein. The term "Loan" in the General Conditions shall apply equally to the IFAD Loan and the Trust Loan.

3. The Fund shall provide a Loan and a Grant and the Trust shall provide a Trust Loan to the Borrower/Recipient (all of which are collectively referred to as the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

- (a) The amount of the IFAD Loan is fourteen million nine hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 14.9 million).
- (b) The amount of the IFAD Grant is three hundred thirty thousand Special Drawing Rights (SDR 330 000).
- (c) The amount of the Trust Loan is seven million nine hundred thousand Euro (EUR 7.9 million).

2. The IFAD Loan and the Trust Loan are provided on highly concessional terms as defined in Section 5.01 (a) of the General Conditions.

- 3. (a) The Loan Service Payment Currency for the IFAD Loan shall be US dollar.
- (b) The Loan Service Payment Currency for the Trust Loan shall be the Euro.

4. The Borrower/Recipient shall repay the outstanding principal amount of the IFAD Loan in 59 equal semi-annual installments of SDR 248 334 payable on each 15 June and 15 December, commencing on 15 December 2023 and ending on 15 December 2052, and one final instalment in the amount of SDR 248 294 payable on 15 June 2053. The service charge shall also be payable on each 15 June and 15 December.

5. The Borrower/Recipient shall repay the outstanding principal amount of the Trust Loan in 59 equal semi-annual installments of EUR 131 667 payable on each 15 June and 15 December, commencing on 15 December 2023 and ending on 15 December 2052, and one final instalment in the amount of EUR 131 647 payable on 15 June 2053. The service charge shall also be payable on each 15 June and 15 December.

6. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.

7. Withdrawals from the IFAD Loan, the IFAD Grant and the Trust Loan Accounts shall be made in conformity with the procedures established by the Fund in accordance with Section 4.04 of the General Conditions.

8. (a) There shall be five (5) designated accounts (DAs) (collectively referred to as the "Designated Accounts"), opened and operated by the Ministry of Finance (MOF) of the Borrower/Recipient in accordance with Section 4.04(d) of the General Conditions in a bank acceptable to the Fund, for receiving and holding the IFAD Loan proceeds in USD, the IFAD Grant in USD and the Trust Loan proceeds in Euro, respectively. All accounts shall be protected against set-off, seizure or attachment on terms and conditions proposed by the Borrower/Recipient and accepted by the Fund.

(b) Project Accounts shall be opened and maintained by the PCUs in local currency at the Provincial Treasuries to receive and maintain financing transferred from the Designated Accounts for the IFAD Loan and the Trust Loan for Project eligible expenditures. A Project Account shall be opened and maintained by the Ministry of Planning and Investment of the Borrower/Recipient in local currency at a commercial bank, acceptable by the Borrower/Recipient and the Fund, to receive financing transferred from the DA for the IFAD Grant.

9. (a) The Borrower/Recipient shall cause the Lead Project Agencies to provide counterpart financing for the Project. The counterpart financing to be provided by the Lead Project Agencies shall amount to approximately USD 3 million for each Province including, inter alia, taxes, salaries and other costs. Government's funds shall be channeled into a separate account.

(b) The beneficiaries shall provide co-financing in approximately USD 7 million in kind or in cash.

10. Procurement of goods, works and consulting services financed by the Financing shall be carried out in accordance with the provisions of the Fund's "Procurement Guidelines" approved by the Fund's Executive Board in September 2010, ("The Procurement Guidelines").

Section C

1. The Lead Project Agencies shall be the Provincial People's Committee (PPC) of Ha Tinh for the execution of the Project in the Province of Ha Tinh and the Provincial People's Committee of Quang Binh for the execution of the Project in the Province of Quang Binh.

2. The following are designated as additional Project Parties:

- (a) the Ministry of Planning and Investment (MPI) of the Borrower/Recipient;
- (b) the Women's Union of the Ha Tinh and Quang Binh Provinces;
- (c) any other entity responsible for the implementation of the Project, as identified in this Agreement or in the Project Implementation Manual, or as may be agreed upon by the Borrower/Recipient and the Fund.

3. The Project Completion Date shall be the fifth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following is designated as additional ground for suspension of this Agreement: The Project Implementation Manual referred to in paragraph 3.2, Section II of Schedule 1 hereto, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or otherwise modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) The PCUs shall have been duly established.
- (b) The Project Implementation Manual shall have been developed by each PCU and adopted by the PPC and is acceptable to the Fund.
- (c) The Project Steering Committees (PSCs) shall have been duly established in Ha Tinh and Quang Binh Provinces.
- (d) The Project Directors and Project Accountants shall have been duly appointed.
- (e) The Borrower/Recipient shall have caused each PCU to confirm the availability of adequate counterpart funds for the first Project Year to the Fund.
- (f) The DAs shall have been duly opened and the authorized signatories shall have been submitted to the Fund.
- (g) A computerized Accounting System has been identified for the Project by the PCUs.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Minister for Finance
Ministry of Finance
of the Socialist Republic of Viet Nam
28, Tran Hung Dao Street
Hoan Kiem District, Hanoi
Socialist Republic of Viet Nam

Copy to:

Ministry of Planning and Investment
No. 6 Hoang Dieu Street
Hanoi
Socialist Republic of Viet Nam

Provincial People's Committee of Ha Tinh
No.1 Nguyen Tat Thanh Street,
Ha Tinh City, Ha Tinh Province
Socialist Republic of Viet Nam

Provincial People's Committee of Quang Binh
6 Hung Vuong Street,
Dong Hoi City, Quang Binh Province
Socialist Republic of Viet Nam

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Spanish Food Security Co-Financing Facility Trust Fund:

The President
International Fund for Agricultural development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated [click and type], has been prepared in the English language in nine (9) original copies, three (3) for the Fund and six (6) for the Borrower/Recipient.

THE SOCIALIST REPUBLIC OF VIET NAM

[insert NAME of the Authorised Representative]
[insert his title]

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

FOR THE SPANISH FOOD SECURITY
CO-FINANCING FACILITY TRUST FUND

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. Target Population. The Project shall benefit rural poor households with minor land holdings, the unskilled unemployed, groups who lack production land but have the desire and capacity for doing business and ethnic minorities who lack income, skills and other factors necessary for production. The Project will also benefit small and medium-sized rural traders and value chain entrepreneurs. The Project shall be carried out in the Provinces of Ha Tinh and Quang Binh of the Borrower's/Recipient's territory (the "Project area") with specific emphasis on poor upland areas.

2. Goal. The goal of the Project shall be to sustainably improve the income and reduce vulnerability of rural poor households in targeted upland land areas of Ha Tinh and Quang Binh provinces, with particular focus on women.

3. Objectives. The objective of the Project shall be to invest in climate smart, socially equitable and profitable rural development models that promote pro-poor market linkages, value chains and enhanced rural business competitiveness

4. Components. The Project shall consist of four components.

4.1 Component 1: Market-led Development Planning. This component shall enable provincial socio-economic development planning to become holistic, participatory, climate smart and market oriented. The component shall build on the Market-Orientated Socio-Economic Development Planning (MoSEDP) process that has been introduced in a substantial number of communes in the Project area. It shall have two outputs:

- (a) The support for the consolidation of the MoSEDP processes to strengthen the mobilization of private sector investments at the commune level. This shall comprise analysis of current functioning of informal and formal market chains, and businesses and producer groups in the Project Provinces, particularly in upland areas.
- (b) Capacity building for stakeholders such as farmers and agribusiness actors and government officials, to develop environmentally sustainable, socially equitable and profitable rural development models. This shall include training for government staff, farmers, household enterprises and business owners in management, planning, monitoring and evaluation, climate smart agriculture production and processing, and specific skills to enhance youth employment and market and value chain development.

4.2 Component 2: Rural Financial Services. This component shall support a more inclusive financing for market oriented, climate smart agriculture and agri-business investments. It shall increase financial inclusion and leverage financing for productive investments in farm and off-farm activities, including the viable market interventions and value chains supported by the Project.

- (a) The component shall support women's savings and credit groups (SCGs) in the communes covered by the Project. Furthermore, the component shall in

both Provinces support the transformation of networks of women's SCGs into independent micro-finance institutions (MFIs), capable of financing private farmers, traders and commercial value chains.

- (b) To leverage financing from existing credit lines supported by the Fund and other donors, and to foster rural finance advocacy and knowledge sharing for value chain financing, the Project shall support biannual Provincial Agro-Finance Workshops in both Provinces. The Workshops shall include representatives of local and regional financiers, agro-enterprises, donors and producers groups.

4.3 Component 3: Market and value chain investment. This component shall support the operationalization of environmentally sustainable and profitable pro-poor value chains and market linkages. It shall have two main outputs:

- (a) Participatory process for forest land use allocation to poor households. This output shall be for the Quang Binh Province only and shall include the allocation of productive forest land to poor households, to provide greater potential for participation in market and value chain development. The Project shall co-finance the identification, survey and demarcation of approximately 5 000 (hectares) ha of forest land for allocation to poor households and the issuance of forest land use certificates (Red Books).
- (b) Support for co-financing of three types of investments:
 - (i) Matching grants for climate-smart farming, household enterprise and environmental protection investments to enable smallholders, or their groups, to withstand costs inherent to making agriculture more resilient to climate change and disaster.
 - (ii) Public infrastructure investments considered as public goods that are judged essential to market and value chain development at commune/district level. Investments would include construction of access roads to agricultural and forestry production zones, small-scale irrigation infrastructures, market structures and other public infrastructures such as electricity connection and fresh water supply.
 - (iii) Public-private partnership investments for infrastructures for private operation and use that facilitate market or value chain development. The Public-private partnership investments shall seek to overcome business risks and reduce barriers and transaction costs associated with the inclusion of low-income people in Project communes into enterprise markets or value chains.

The eligibility criteria and the terms and conditions for accessing the above investments financing shall be set out in the PIM.

4.4 Component 4: Project Management. The Project Management arrangements are outlined in Section II below.

II. Implementation Arrangements

1. **Project Management Structure.** The Project Management Structure shall consist of:
 - (a) The *Provincial People's Committees* (PPCs) of Ha Tinh and Quang Binh which shall be the Lead Project Agencies.
 - (b) The *Project Steering Committees* (PSCs) which shall be established by the PPCs to represent the PPC in the overall execution of Project implementation and to ensure effective coordination, integration and cooperation among all government and donor-funded projects.
 - (c) The *Project Coordination Units* (PCUs) which shall be established in each Province to assist the PSCs in the coordination of the provincial agencies and in actual management of the Borrower/Recipient's and the Financing's resources.
 - (d) *Project Directors* with qualifications acceptable to the Fund who shall be appointed for each PCU prior to Project start-up. Replacement of Project Directors shall be subject to the Fund's no-objection.

2. Project Management

2.1 Component 1: Market-led Development Planning. This component shall be implemented by the PCUs. To this end *Value Chains Facilitation Units* shall be established in each PCU. The VCFU, with national and international assistance shall undertake studies and consult/engage with industry entities to identify and quantify potentially viable market and value chains interventions that are suited to the main physical environments within the Project area. The VCFU shall work closely with provincial and district line agencies with a view to integrating their expertise and resources into the Project market and value chain work.

Under this component the Project shall also facilitate the establishment of *Provincial Agri-Business Advocacy Committees (ABACs)*. Membership of the ABAC shall include representatives of farmer organizations, the private agri-business sector (namely input suppliers, product retailers, traders and processors), financial institutions and relevant PPC's officers. The role of ABAC shall be to oversee and mentor PCU's holistic development of informal and formal value chains. ABAC shall guide and mentor the market development process, but shall not have any authority to allocate Project resources. All actions on public investment in value chain development shall be managed by the PCU, based on the Project annual work plan and budget (AWPB) approved by the PSC and subject to no-objection by the Fund.

2.2 Component 2: Rural Financial Services. The SCGs shall be established based on the experiences of earlier IFAD projects. The PCUs shall be responsible for supporting Women's Union (WU) for SCGs development.

The organization of the bi-annual Provincial Agro-Financing Workshops in each Province shall be the responsibility of the PPC and the PCU.

2.3 Component 3: Market and value chain investment. Forest land use allocation activities shall be guided by PPC in Quang Binh Province according to arrangements acceptable to the Fund.

The investments for climate-smart farming, public and Public-private partnership infrastructures shall be identified and prioritized during the annual commune MoSEDP

process and shall be verified by the district line agencies in collaboration with the PCU before approval.

2.4 Component 4: Project Management. The implementation of the Project activities shall rest with the PCUs guided by the PSCs and the PPCs. This shall include, inter alia, entering into arrangements with Women's Unions, line agencies and contracting partners as appropriate.

MPI shall be entrusted with the IFAD Grant proceeds to finance selective technical assistance, studies and capacity building activities for Government aid coordination agencies engaged in IFAD supported projects and programmes.

3. Additional implementation arrangements

3.1 Project Reviews. The Borrower/Recipient, the PPCs and the Fund shall conduct two full Project reviews of Project implementation and achievements, a comprehensive mid-term review during Project Year 3 and a Project completion review.

3.2 Project Implementation Manual. The Borrower/Recipient shall cause each PPC to prepare a draft Project Implementation Manual (PIM) acceptable to the Fund. The PIM may be amended or otherwise modified from time to time only with the prior consent of the Fund.

Schedule 2*Allocation Table*

1. *Allocation of IFAD Loan, IFAD Grant and Trust Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the IFAD Loan, IFAD Grant and Trust Loan; the allocation of the amounts of the IFAD Loan, IFAD Grant and Trust Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

	Category	IFAD Loan (SDR)			Trust Loan (EUR)			IFAD Grant (SDR)	Percentage
		HT	QB	Total	HT	QB	Total		
I	Civil Works	3 910 000	3 520 000	7 430 000					100% net of taxes, Government and beneficiaries' contribution
II	Vehicles, Equipment and Goods	330 000	300 000	630 000					100% net of taxes
III-A	Technical Assistance -A				550 000	500 000	1 050 000	300 000	100% of net of taxes
III-B	Technical Assistance -B					350 000	350 000		60% of total costs
IV	Training	1 780 000	1 760 000	3 540 000					100% net of taxes and Beneficiaries' contribution
V	Credit	930 000	930 000	1 860 000					100% of net of taxes
VI	Sub Grants				2 050 000	2 050 000	4 100 000		50% of total cost or 100% net of taxes and Beneficiaries' contribution
VII	Recurrent Costs				850 000	780 000	1 630 000		100% net of taxes
	Unallocated	750 000	690 000	1 440 000	370 000	400 000	770 000	30 000	
	Total	7 700 000	7 200 000	14 900 000	3 820 000	4 080 000	7 900 000	330 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

"Civil Works" under Category I, shall mean eligible expenditures incurred related to:

- (a) infrastructure works in Component 3. Beneficiaries shall contribute about 10% of the total construction costs of public infrastructure works.
- (b) PCU office rehabilitation under Component 4 of which 50% is to be financed by the PPC.
- (c) design and supervision of infrastructure works. IFAD will finance 100% net of taxes.

"Vehicles" means eligible expenditures related to the purchase of three (3) four-wheel drive vehicles for each Province.

"Technical Assistance-A" under Category III-A, Trust Loan, shall mean all eligible expenditures incurred for Technical Assistance except for III -B and the technical support financed by the IFAD Grant below.

"Technical Assistant-A" under Category III-A, IFAD Grant, shall mean eligible expenditures incurred under Component 4 for technical support for IFAD Country Programme.

"Technical Assistance -B" under Category III-B, shall mean eligible expenditures incurred for participatory forest land allocation in Quang Binh Province under Component 3.

"Credit" under Category V, shall mean eligible expenditures incurred for supporting Savings and Credit Groups (SCG) and their transformation into viable Micro-Finance Institutions capable of financing private farmers, traders and commercial value chains.

"Sub Grants" under Category VI, shall mean Matching Grants for Climate -Smart Agricultural Investments and Public-private partnership investments under Component 3.

"Recurrent Costs" under Category VII, shall mean eligible expenditures incurred at all levels for recurrent operating and maintenance costs in relation to the project such as unities, vehicle maintenance, office supplies and audit fees.

Logical framework (excerpt)

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
Project Goal Sustainably improved income and reduced vulnerability of rural poor households in targeted Ha Tinh and Quang Binh upland communes.	<ul style="list-style-type: none"> 50% of poor households in targeted communes have at least 25% increases in income (disaggregated by gender and ethnicity). 40% reduction in the prevalence of people below the poverty line in targeted communes. Equal livelihood improvements for female- and male-headed and ethnic minority households. 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline, periodic and impact evaluation surveys. Provincial statistics. 	<ul style="list-style-type: none"> Political stability maintained. Macro-economy continues to improve. Social, political and economic environments remain conducive to market-based economic.
Project Development Objective Investment in climate smart, socially equitable and profitable rural development models that promote pro-poor market linkages, value chains and enhanced rural business competitiveness.	<ul style="list-style-type: none"> 20,000 poor households engaged in profitable enterprises supported by the project. 30% increased employment in project communes (disaggregated by gender and age-group). US\$6 million of new private equity invested into rural development models that promote pro-poor market linkages. At least 100 new commune level enterprises operating at project completion. 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline, periodic and impact evaluation surveys. Financial institution records Provincial statistics 	<ul style="list-style-type: none"> As above, plus: Business regulatory system remains favourable.
Component 1: Market-led Development Planning			
Outcome 1: Market-led Development Planning Enabled Provincial socio-economic development planning is holistic, participatory, climate smart and market oriented.	<ul style="list-style-type: none"> 100% of communes in 7 pilot districts sustainably implementing holistic MoSEDPs. at least 100 new commune level enterprises or strengthened small and medium-sized rural traders operating at project completion. At least 6 financially viable provincial level Public-Private value chain initiatives operational in each province. 	<ul style="list-style-type: none"> Commune and district records. Case study data. 	<ul style="list-style-type: none"> Provincial governments committed to participatory market-led socio-economic development planning. Provincial governments integrate commune level NTP funding into the MoSEDP process. Provincial governments support private sector participation.
Component 2: Rural Financial Services			
Outcome 2: Rural Financial Services strengthened. Increased and more inclusive financing for market oriented, climate smart agriculture and agri-business investments.	<ul style="list-style-type: none"> Value of SCG/MFI portfolios. Number of new SCG members and MFI borrowers. 	<ul style="list-style-type: none"> SCF/MFI records. 	<ul style="list-style-type: none"> Government completes the regulatory framework for the implementation of MFI legislation.
Component 3: Market and value chain investments			
Outcome 3: Leveraged market and value chain investments operational. Environmentally sustainable and profitable pro-poor value chains and market linkages operational.	<ul style="list-style-type: none"> At least 12 provincial and 100 commune level climate smart pro-poor value chains or market linkage investments operational. 	<ul style="list-style-type: none"> SRDP VCFU reports. Credit institution records. Case/panel studies. Business enterprise records. 	<ul style="list-style-type: none"> Business regulatory system remains favourable.
Component 4: project management			
Outcome 4: Efficient project management. Efficient project management ensuring smooth implementation of project activities.	<ul style="list-style-type: none"> APWB submitted on time and completed to PSC satisfaction. 	<ul style="list-style-type: none"> SRDP Reports. 	<ul style="list-style-type: none"> Project design is relevant to government and private business development/investment objectives.